

Service Installations classées de la DDPP  
et Unité départementale de la DREAL

**Arrêté préfectoral de mise en demeure  
N°DDPP-DREAL UD38-2024-09-20**

**du 26 SEP. 2024**

**À l'encontre de la société REXOR SAS  
sur la commune de Villages du Lac de Paladru**

Le préfet de l'Isère,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment le livre I<sup>er</sup> titre VII (dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions) et les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 et R.171-1, le livre V, titre I<sup>er</sup> (installations classées pour la protection de l'environnement) et les articles L.511-1, L.514-5 ;

Vu le code de justice administrative, notamment le livre IV (l'introduction de l'instance de premier ressort), titre II (les délais) et l'article R.421-1 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu les dispositions de l'arrêté ministériel modifié du 01 juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'ensemble des décisions réglementant les activités exercées par la société REXOR SAS au sein de son établissement implanté au 172 rue Saint-Michel sur la commune de Villages du Lac de Paladru et notamment l'arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-IC-2019-02-05 du 11 février 2019 ;

Considérant le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, unité

départementale de l'Isère, du 16 juillet 2024, réalisé à la suite de la visite effectuée le 25 juin 2024 du site de la société REXOR SAS, situé sur la commune de Villages du Lac de Paladru ;

Considérant le courriel du 16 juillet 2024 transmettant le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure imposée à la société REXOR SAS, faisant office de consultation contradictoire préalable prévue aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Considérant les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 30 juillet 2024 ;

Considérant que le non-respect des dispositions prévues par l'arrêté préfectoral susvisé est susceptible d'entraîner des risques pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de l'Isère et du chef de l'unité départementale de l'Isère de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,

#### Arrête

Article 1 : La société REXOR SAS (SIRET : 542 020 854 000 31) exploitant une installation de fabrication de plaques, feuilles, tubes et profilés en matières plastiques sise au 172 rue Saint-Michel sur la commune de Villages du Lac de Paladru est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes applicables dans les délais suivants fixés à compter de la notification du présent arrêté.

- L'article 9 de l'arrêté ministériel modifié du 01 juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement relatif à l'état des stocks dans un délai de 3 mois ;
- L'article 14 I de l'arrêté ministériel modifié du 01 juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement relatif au plan de défense incendie dans un délai de 3 mois ;
- L'article 14 II B l'arrêté ministériel modifié du 01 juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement relatif au dispositif d'extinction automatique incendie du bâtiment de stockage des LI dans un délai de 3 mois ;
- L'article 23 II C de l'arrêté ministériel modifié du 01 juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement relatif à la détection incendie du bâtiment de stockage des LI dans un délai de 3 mois ;
- L'article 8.4.1 I de l'arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-IC-2019-02-05 du 11 février 2019 relatif aux capacités de rétention dans un délai de 15 jours ;

En cas de non-respect de cette mise en demeure dans les délais prévus, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 2 : Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Isère ([www.isere.gouv.fr](http://www.isere.gouv.fr)) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : En application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Grenoble dans le délai imparti par l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de 2 mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Cette décision peut par ailleurs faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application "Télérécours citoyens" sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère, le sous-préfet de La-Tour-du-Pin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société REXOR SAS et dont copie sera adressée au maire de Villages du Lac de Paladru.

Le préfet,  
  
Pour le Préfet, par délégation,  
Le Secrétaire général  
Laurent SIMPLICIEN

